

Protectionnisme : Bruxelles s'en prend à Montebourg

INTERVIEW - Le commissaire européen au Commerce, Karel de Gucht, critique le protectionnisme prôné par le ministre français Arnaud Montebourg, et rejette la surveillance des exportations sud-coréennes réclamée par Paris.

Propos recueillis à Bruxelles

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2012/10/22/20002-20121022ARTFIG00664-bruxelles-s-en-prend-a-arnaud-montebourg.php>

LE FIGARO. - Pour Arnaud Montebourg, l'Europe devrait renoncer au libre-échange car la mondialisation est devenue «déloyale». Qu'en dites-vous?

Karel De Gucht. - Monsieur **Montebourg** s'affiche contre la mondialisation, il est protectionniste, c'est un choix. Mais son raisonnement ne tient pas la **route**. La France ne peut pas, seule, redistribuer les cartes du commerce mondial. Elle n'est pourtant pas la plus mal lotie: dans l'**UE**, c'est elle qui a sans doute le plus de firmes industrielles parmi les 500 premières sociétés mondiales. Pourtant ses entreprises réussissent mieux à l'étranger que sur le marché français. D'où ma **question**: comment réindustrialiser la **France** avec les 35 heures et sans résoudre le problème des coûts salariaux? Je n'ai pas l'impression que M. Montebourg s'intéresse vraiment au long terme...

Le ministre français voudrait aussi subventionner les industries européennes «sans avoir Bruxelles sur le dos»...

S'il tente de le faire, il va trouver Bruxelles et le commissaire à la Concurrence Joaquin Almunia sur sa route! L'absence de subventions nationales est l'une des clefs du marché unique européen. Ce n'est pas moi qui l'ai édicté, ce sont les États membres eux-mêmes. M. Montebourg plaide contre les règles de l'UE.

Allez-vous donner suite, quand la France veut mettre sous surveillance les importations de voitures coréennes?

Nous avons mené l'enquête et conclu que cette requête n'est pas fondée. La Commission vient donc de refuser la demande de Paris. Les **conditions** juridiques ne sont pas remplies. Bien plus, les chiffres montrent que l'accord de libre-échange signé avec Séoul en 2011 est largement favorable à l'UE. Notre déficit commercial bilatéral est tombé au plus bas.

Pour l'automobile, il est vrai que les exportations coréennes ont augmenté de 41% de juillet 2011 à juin 2012. Mais la France est moins touchée que la moyenne (+24%) et la part des petites voitures coréennes en France n'a augmenté que de 7,4 à 7,6% du marché. Au niveau européen, on reste très loin des records atteints avant 2008.

Il n'y a donc aucune raison de lancer la procédure de surveillance souhaitée par Paris. Pire, ce serait dangereux quand les autres exportations européennes vers la **Corée du Sud** augmentent aussi vite. Mon **premier** souci est de réussir cet accord de libre-échange, pas de le torpiller. Sinon, quelle sera la crédibilité l'UE lorsque nous négocierons l'ouverture d'autres marchés?

Vendre le libre-échange quand les usines ferment et le chômage augmente n'est pas facile. Quels sont vos arguments?

L'idée que l'Europe aurait des résultats commerciaux désastreux est contredite par les faits. Nous avons un excédent de 300 milliards d'euros pour les biens et les services, agriculture comprise. La part de l'UE dans le commerce mondial reste à peu près stable, alors qu'elle se réduit pour les États-Unis et le Japon. L'excédent est essentiel, sans lui nous ne pourrions régler ni l'énergie, ni les matières premières. L'Europe n'a donc aucun intérêt à dresser des barrières aux échanges.

Deuxièmement, les lignes d'approvisionnement industriel sont devenues planétaires. Hors d'elles rien n'est possible. Il n'y a plus de produit strictement européen ou américain. La Chine ne peut pas plus prospérer si ça va mal en Europe, et inversement. Fermer les frontières serait un retour au Moyen Âge.

L'UE va-t-elle négocier d'autres accords de libre-échange?

Avec le Japon, nous allons commencer mais nous nous arrêterons s'il n'y a pas assez de progrès sur l'ouverture du marché nippon dans un délai de douze mois. L'accord n'est pas pour demain. Avec les États-Unis, je présenterai décembre un rapport de faisabilité aux Vingt-sept, en cosignataire avec mon homologue américain Ron Kirk. Les augures sont bons, la négociation ne sera pas facile. Cela pourrait créer quelques problèmes avec la France et son agriculture...

Et avec la Chine?

Il s'agit d'accès au marché et de protection des investissements, pas d'un accord de libre-échange. Le mandat se prépare, il reste encore dans les cartons. Nous suivons de très près la question des subventions aux deux grands groupes chinois de télécommunication, **Huawei** et **ZTE**. L'enquête continue et ce dossier est tout sauf classé.